

L'influence du facteur Chine dans les élections hongkongaises de 1991 à 2016

MA NGOK

RÉSUMÉ : La Chine a toujours exercé une influence sur l'issue des élections à Hong Kong, tant du point de vue structurel qu'idéologique ou organisationnel. Depuis 2003, l'intervention croissante de Pékin et de son bureau de liaison à Hong Kong ont fait du facteur Chine un élément incontournable des élections. Cela a également incité de plus en plus de personnes en particulier au sein de la jeune génération, à résister au contrôle chinois et à revendiquer l'indépendance ou l'auto-détermination. Le facteur Chine va vraisemblablement continuer à être un élément déterminant des élections à Hong Kong dans les années à venir.

MOTS-CLÉS : facteur Chine, indépendance de Hong Kong, politique hongkongaise, mouvement des parapluies, identité hongkongaise, élections du conseil législatif, bureau de liaison.

Introduction

Les élections partiellement libres de Hong Kong se sont toujours déroulées dans l'ombre de la République populaire de Chine. Depuis que des élections partielles ont été introduites en 1991, l'influence du facteur Chine sur leur déroulement peut se décliner en trois dimensions : une dimension idéologique et identitaire, une dimension concernant la structure des institutions et une dimension constituée par l'investissement de ressources organisationnelles. Ces dernières années, l'intervention croissante de Pékin a mis en lumière le rôle du facteur Chine dans les élections du point de vue structurel et en termes de ressources organisationnelles, allant dans certains cas jusqu'à menacer leur légitimité. Cette situation a encouragé en retour de plus en plus de Hongkongais à soutenir l'auto-détermination ou l'indépendance, ce qui indique une transformation de la dimension idéologique de l'influence chinoise qui s'est manifestée très clairement lors de l'élection du conseil législatif (ci-après LegCo) de 2016.

Cet article décrit les transformations de l'influence du facteur Chine sur les élections hongkongaises entre 1991 et 2016. Ce facteur a depuis toujours joué un rôle déterminant du point de vue idéologique et identitaire sur la définition des principales positions politiques. Du point de vue de la structure des institutions, la Chine, en tant que pouvoir souverain, a contribué à orienter les règles du jeu politique à Hong Kong pour maintenir une majorité législative de forces pro-Pékin, et a ainsi fait échouer les tentatives des démocrates de maintenir le caractère hybride du régime. La présence massive d'organisations financées par la Chine confère au camp pro-Pékin un avantage considérable en termes de ressources face à l'opposition pro-démocrate. Mais le plus grand risque pour l'autonomie de Hong Kong n'est pas seulement incarné par la multiplication des interventions directes de la Chine, mais aussi par la possibilité que les Hongkongais s'habituent progressivement à l'influence omniprésente de la Chine dans les élections, qui contrevient au principe régissant les relations entre les deux entités que résume le principe « un pays, deux systèmes ».

Le facteur Chine et ses multiples dimensions

Il y a différentes manières de considérer l'influence du facteur Chine dans les élections à Hong Kong. Pour Wu, l'action du facteur Chine se manifeste par l'absorption des régions voisines dans la sphère d'influence politique de Pékin grâce à l'investissement de ses formidables réserves de capital et d'autres ressources (Wu 2016). Dans le cas de Hong Kong, le rôle politique du facteur Chine est beaucoup plus complexe et multifacette. Du fait de l'origine ethniquement chinoise d'une majorité de ses habitants, l'identité et le nationalisme chinois ont toujours été des aspects idéologiques déterminant les attitudes politiques à Hong Kong. Depuis 1997, la Chine détient le pouvoir constitutionnel d'orienter la politique hongkongaise, elle peut donc intervenir pour changer les règles des élections locales. Par ailleurs, le gouvernement local est dépendant de la Chine puisque le chef de l'exécutif est choisi par Pékin. Le pouvoir exécutif n'est pas neutre dans l'organisation et la gestion des élections, dans la mesure où il a intérêt à aider les partis pro-Pékin et pro-gouvernementaux à marginaliser l'opposition démocrate. Pékin peut aussi intervenir pour assister les forces pro-chinoises à Hong Kong grâce à l'investissement massif de ressources organisationnelles et matérielles. L'influence du facteur Chine dans les élections à Hong Kong se décline donc en trois dimensions : une première dimension relevant du rapport idéologique et identitaire entretenu par les Hongkongais avec la Chine, une deuxième dimension relevant des interventions chinoises sur la structure des institutions politiques et une troisième dimension relevant des investissements continentaux en ressources organisationnelles.

Influence idéologique et identitaire

Depuis que des élections populaires partielles ont été introduites en 1991 pour le conseil législatif (LegCo), l'attitude à l'égard du gouvernement chinois a été un facteur déterminant du vote des électeurs (Leung, 1993, 1996).

La décolonisation a déclenché un processus de démocratisation et l'émergence de mouvements démocratiques locaux à Hong Kong depuis les années 1980. Les démocrates hongkongais, cherchant à défendre la démocratie et à préserver la liberté et l'autonomie de Hong Kong, sont entrés en conflit direct avec le gouvernement chinois. Depuis les années 1980, l'attitude à l'égard du gouvernement chinois et de la démocratisation a constitué le principal clivage distinguant les partis politiques (Lau et Kuan 2000 ; Ma 2002). D'un côté, les démocrates défendant des valeurs comme l'État de droit, la démocratie, la liberté et l'autonomie de Hong Kong, sont accusés d'être antichinois. De l'autre, les partis pro-Pékin ainsi que le monde des affaires, plutôt conservateur, valorisent le patriotisme, les bonnes relations et la loyauté à l'égard de la Chine et souhaitent que la démocratisation soit un processus graduel qui prenne en compte les priorités du gouvernement chinois.

L'identification à la Chine ou à Hong Kong a également déterminé les attitudes politiques et les choix électoraux des Hongkongais. La plupart des habitants du Hong Kong d'après-guerre étaient des immigrants venant de Chine qui se considéraient comme chinois sans toutefois soutenir le régime communiste. Une forte identité hongkongaise locale a émergé à partir des années 1970 : la nouvelle génération a développé un sentiment de supériorité face aux Chinois du continent, se considérant comme plus occidentalisée, plus prospère, plus éduquée et plus civilisée et nourrissant un lien fort d'appartenance à Hong Kong (Lui 1997 ; Mathews 1997). Les Chinois de Hong Kong chérissent leur liberté économique et politique ainsi que le style de vie capitaliste et consumériste de leur cité. Ils sont aussi plus attirés par des valeurs comme la démocratie, l'État de droit, la défense des libertés civiles, etc., ce qui a entraîné un conflit avec l'identité chinoise (Wong 2002 ; Lau 2000). Ces dernières années, l'émergence d'une nouvelle identité politique à Hong Kong, réclamant l'auto-détermination, a constitué un changement majeur qui a structuré les enjeux de l'élection de 2016.

Influence sur la structure des institutions

Contrairement au cas de Taiwan ou d'autres pays d'Asie, le facteur Chine joue un rôle particulier à Hong Kong en raison de la souveraineté qu'y exerce Pékin. L'influence chinoise n'y est pas analogue à celle exercée par d'autres pays autoritaires sur leurs voisins (comme la Russie sur l'Ukraine ou sur la Finlande), où les partis en lice doivent composer avec le spectre d'un voisin puissant en amendant leurs positions sur les questions diplomatiques, économiques ou sécuritaires. La présence de la Chine à Hong Kong est inhérente et légitime, et peut affecter les règles, le déroulement et l'intégrité des élections locales. La Chine influence les élections à Hong Kong du point de vue de la structure des institutions d'au moins trois manières :

- la Chine dispose d'un droit de contrôle sur la structure constitutionnelle et les règles du jeu électoral à Hong Kong ;
- la Chine a intérêt à influencer les résultats des élections à Hong Kong pour assurer au gouvernement local le soutien de la majorité législative, et pour cantonner les partis pro-démocrates à un statut d'opposition minoritaire ;
- le gouvernement de Hong Kong est sous l'influence de Pékin lorsqu'il organise les élections, ce qui peut affecter la justesse et l'intégrité du processus électoral.

Hong Kong est devenu un régime partiellement démocratique à partir des années 1980. La Loi fondamentale dispose que le LegCo et le chef de l'exécutif devront à terme être élus au suffrage universel. La transition vers une

démocratie pleine et entière, toutefois, requiert l'approbation de Pékin. De nombreux débats opposent les spécialistes quant à la définition du régime actuel. Pléthore de notions ont été formulées à cette fin : « autocratie libérale », « autoritarisme compétitif », « régime hybride », « autoritarisme électoral », « autoritarisme doux », « autoritarisme libéral », etc. (Kuan et Lau 2002 ; So et Chan 2002 ; Case 2008 ; Ma 2007 ; Wong 2015). Le point commun à toutes ces « démocraties adjectivées » (Collier et Levitsky 1997) est de rappeler que Hong Kong n'est pas une démocratie libérale. Des recherches sur diverses formes d'« autoritarisme libéral » mettent en lumière les incitations qui peuvent pousser les régimes autoritaires à organiser des formes d'élections partielles ou limitées. Ils cherchent à conférer à leur autorité une légitimité électorale, mais les élections dans des régimes hybrides augmentent le risque de perdre du terrain au profit de l'opposition. Les candidats sortants sont ainsi tentés de contrôler ou de manipuler les résultats au moyen de différentes méthodes, notamment à travers des formes de distribution de biens, des écarts à la règle mais aussi à travers la construction de réseaux clientélistes fidèles au pouvoir ou encore le trucage du vote ou la fraude électorale (Schedler 2002, 2006 ; Gandhi et Lust-Okar 2009 ; Ottaway 2003 ; Levitsky et Way 2002).

Le gouvernement chinois se trouve, lors des élections à Hong Kong, dans un cas de figure analogue. Il craint qu'une organisation pleinement démocratique du scrutin ne conduise les pro-démocrates au pouvoir. Il cherche donc à la fois à organiser des élections de façade pour augmenter sa légitimité, tout en ayant tendance à contourner les règles électorales et à intervenir pour aider les groupes pro-Pékin à maintenir une majorité législative pro-gouvernementale, et marginaliser les démocrates. Du point de vue des autorités chinoises, les groupes pro-démocrates devraient idéalement représenter une « minorité permanente », élément de décoration de la vitrine de la démocratie partielle, sans toutefois pouvoir remettre en cause le contrôle politique de Pékin. Puisque le chef de l'exécutif de Hong Kong est choisi « de facto » par Pékin, sa dépendance à l'égard du pouvoir (Kuan 1991) conduit à douter de la neutralité du gouvernement de Hong Kong dans l'organisation des élections locales. Il subit ainsi la pression de Pékin pour permettre aux groupes fidèles au pouvoir de gagner plus de sièges et de préserver le contrôle du régime. Cela peut aussi constituer une menace pour l'intégrité des élections à Hong Kong.

Influence des ressources organisationnelles

Le Parti communiste chinois a une présence notable à Hong Kong depuis 1921 (Chan Lau 1999 ; Kong 2011). En 1947, le Parti a fondé un comité de travailleurs de Hong Kong pour y relayer son action, organisme restructuré pour devenir le comité des travailleurs de Hong Kong et Macao (HKMWC⁽¹⁾) en 1995. En 1978, le Conseil des affaires de l'État a fondé le bureau de Hong Kong et de Macao, chargé de mettre en œuvre la politique de la Chine à l'égard de ces deux territoires. Avant 1997, le HKMWC était hébergé par l'agence Chine nouvelle, dont le dirigeant était le secrétaire de la section de Hong Kong du Parti, commandant toutes les organisations « gauchistes » selon la tradition de la *nomenklatura* (Burns 1990). Depuis 1949, le Parti a bâti un réseau considérable à Hong Kong. Celui-ci est composé d'entités économiques (des magasins, des banques, des agences de tourisme, etc.), d'associations éducatives et culturelles (des écoles, des journaux, des sociétés de production cinématographique, des librairies, des éditeurs, etc.) et

1. Hong Kong and Macao Workers Committee en anglais (ndt.)

d'organisations de masse (des syndicats, des associations de résidents, des associations de jeunesse, des associations sportives et de loisirs, etc.) (Burns 1990 ; Xu 1993 ; Jin 1988). Ces groupes « gauchistes » sont devenus très impopulaires suite aux émeutes de 1967 et ont été mis au ban de la société hongkongaise. Dans les années 1980, avec la perspective du retour imminent de la colonie britannique dans le giron de la Chine, le Parti a redonné vie à ces organisations en y injectant de nouvelles ressources. Il a commencé aussi à établir un front uni d'organisations pro-Pékin.

Comme dans de nombreux autres régimes hybrides, les partis pro-gouvernementaux disposent souvent de ressources matérielles considérables qu'ils peuvent employer pour accroître leur avantage électoral, pour gagner des sièges et obtenir la majorité leur permettant de maintenir la légitimité du régime. L'immense réseau évoqué ci-dessus peut servir d'appareil de mobilisation très efficace pendant les élections. Vingt ans après 1997, ce réseau s'est bien établi et a engrangé de multiples ressources. L'efficacité de ses interventions a permis au camp pro-Pékin de gagner du terrain dans les élections locales.

Les parties suivantes exposent les manières avec lesquelles la Chine a influencé les élections de Hong Kong au fil du temps, en analysant distinctement les trois facteurs de cette influence. À des fins de clarté, l'exposé est divisé en trois périodes : (a) la période précédant 1997 ; (b) de 1997 à l'élection de 2008 ; (c) après 2008. Nous accorderons enfin une attention plus détaillée à l'influence du facteur Chine sur les dernières élections de 2016.

La période pré-1997 : la Chine en futur maître

Influence idéologique et identitaire

L'aspect idéologique du facteur Chine a été le plus influent lors des élections de 1991 et de 1995 du LegCo, pendant lesquelles l'attitude à l'égard du gouvernement chinois a été un thème clé de la campagne. Leung Sai-wing (1993) a été le premier à employer cette expression pour analyser les élections à Hong Kong. Il considère le facteur Chine d'un point de vue historique, structurel et social. Pour Leung, l'histoire politique de Hong Kong est profondément liée au développement politique de la Chine depuis la fin de l'ère Qing. Les guerres de l'opium, la révolution de 1911, la guerre sino-japonaise, la guerre civile et la tourmente politique sous la Chine communiste sont autant d'événements qui ont déterminé le développement de Hong Kong. De nombreux Chinois sont arrivés à Hong Kong à cause de la guerre, des difficultés économiques et de l'instabilité politique en Chine, situation qui a influencé leurs attitudes et leurs sentiments à l'égard de leur pays d'origine. La peur de perdre en liberté après 1997 sous le régime communiste était liée à un désir de démocratie, et ce sentiment s'est trouvé poussé à son comble suite aux événements de Tiananmen de 1989.

Lors de l'élection de 1991, l'attitude des candidats vis-à-vis de la répression de Tiananmen a été le thème le plus important de la campagne, et les sondages ont montré que cette attitude a joué un grand rôle dans le vote des électeurs (Leung 1993). Ceux qui avaient une vision négative du gouvernement chinois et de la crise de Tiananmen étaient plus à même de voter pour les démocrates. En 1995, deux ans avant la rétrocession, le facteur Chine a joué un rôle différent. Les partis et les candidats pro-Pékin ont affirmé qu'en cas de victoire de leur camp, il y aurait moins de conflits avec la Chine et que la transition se passerait ainsi dans la douceur. Les partis et les candidats pro-démocratie ont été accusés d'être antichinois en raison

de leur soutien au mouvement de 1989 et de la réforme démocratique tardive du gouverneur Chris Patten. Les démocrates ont quant à eux promis de défendre les intérêts locaux contre l'ingérence chinoise et de se battre pour l'autonomie, la liberté et la démocratie. Les sondages ont montré que la confiance à l'égard du gouvernement chinois avait été un facteur déterminant du choix des électeurs lors de cette élection ; les électeurs qui avaient moins confiance à l'égard de la Chine allaient plus sûrement voter pour les démocrates (Leung 1996).

Influence sur la structure des institutions

Leung (1996) a aussi considéré le facteur Chine comme un élément caractérisant l'ère de la transition dans la mesure où il a contribué à engendrer une autorité locale à structure duale. Futur souverain, le gouvernement chinois a pu, par son autorité, influencer la politique et les élections hongkongaises. Pékin ne pouvait pas encore, contrairement à la situation établie après 1997, dicter directement les règles électorales à Hong Kong, mais les élites locales, auparavant pro-britanniques, ont graduellement délaissé l'ancien maître en faveur du nouveau (Lau 1999), ce qui a permis à la Chine d'y jouer un rôle considérable. Le débat portant sur le système électoral d'après 1991 en constitue un bon exemple. Le système de l'époque, dit « double-siège, double-vote » a permis aux démocrates de gagner 16 des 18 sièges, à la suite de quoi les médias pro-Pékin et les conservateurs ont vivement critiqué l'effet d'entraînement supposé de cette formule, proposant de la remplacer par un système semblable à celui en cours au Japon consistant en un vote singulier non transférable (Ma et Choy 1999). La proposition de réforme de Chris Patten pour 1995 incluait l'adoption d'un scrutin uninominal à majorité simple. Pékin a de nouveau critiqué cette réforme, la percevant comme favorable aux démocrates. Néanmoins, l'application de ce système lors des élections de 1995 a démontré que la Chine n'a pas été en mesure de dicter les règles du jeu électoral d'avant 1997.

Influence des ressources organisationnelles

Il convient de ne jamais sous-estimer l'influence du facteur Chine sur les élections à Hong Kong au niveau organisationnel. D'après les mémoires de Xu Jiantun, directeur de l'agence Chine nouvelle et secrétaire de Parti du HKMWC de 1983 à 1990, le Parti communiste chinois à Hong Kong comptait au total 6 000 membres vers 1983⁽²⁾ (Xu 1993). Qian a affirmé qu'après 1983, plus de 83 000 cadres communistes ayant changé d'identité sont entrés à Hong Kong pour y bâtir une cinquième colonne (Yan 2000). Avant 1991, les forces pro-Pékin ne participèrent pas activement aux élections locales, qu'elles considéraient comme une institution inféodée au régime colonial britannique. Lors des élections du LegCo de 1991, seuls trois candidats ont reçu l'accréditation formelle des organisations de Hong Kong affiliées au Parti. Après la victoire des démocrates de 1991, Pékin a reconsidéré sa stratégie et décidé d'unir ses forces locales pour les concurrencer. L'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong (DAB⁽³⁾) a été fondée en 1992. Sa direction était composée des principaux leaders des syndicats gauchistes, des organisations pro-Pékin et des groupes communautaires. Elle est devenue le porte-drapeau des forces pro-Pékin à Hong Kong lors des

2. Ce recensement a été entrepris à une époque où les forces pro-Pékin de Hong Kong étaient à leur niveau le plus bas, puisqu'elles étaient considérées comme trop radicales suite aux émeutes de 1967.

3. *Democratic Alliance for the Betterment and Progress of Hong Kong* ou DAB en anglais (ndt.)

élections suivantes, menant un combat politique sur tous les fronts face aux partis pro-démocrates.

Le Parti a constitué un front uni dès les années 1980, en particulier dans le milieu des affaires et au sein des professions libérales (Wong Wai-kwok 1997 ; Goodstadt 2000 ; Ma 2007 ; Wong Stan 2012 ; Fong 2014). Pékin a mis en œuvre une stratégie de cooptation des élites politiques, des professions libérales et des leaders sociaux en les associant à des organismes consultatifs et législatifs, à l'instar des comités consultatifs pour l'élaboration de la loi fondamentale, des conseillers de Hong Kong, des conseillers de district, du comité préparatoire et du comité de sélection pour la première élection du chef de l'exécutif (Ma 2007). À l'approche de 1997, l'agence Chine nouvelle a commencé à organiser la célébration de la fête nationale, et a invité les élites économiques ainsi que des leaders locaux à s'associer aux comités d'organisation des célébrations dans différents districts. Cette pratique est devenue un moyen important de réseautage pour les élites locales, renforçant l'unité du front avant et après 1997 (Fong 2014).

L'élection du LegCo de 1995 a été le premier test important permettant de mesurer l'efficacité de ce réseau. Dans 15 des 20 circonscriptions, le camp pro-Pékin a réussi à se coordonner pour mettre en place un concurrent unique face au candidat pro-démocrate. Les démocrates l'ont remporté de justesse, en partie en raison de la présence en leur sein de personnalités politiques de premier plan, ce qui leur a permis de bénéficier du système de scrutin majoritaire uninominal. L'élection de 1995 a néanmoins démontré que le camp pro-Pékin était en train d'acquiescer des compétences électorales. Celui-ci a remporté seulement trois des 20 sièges élus au suffrage direct, mais dans plusieurs circonscriptions, il a perdu de justesse.

La première décennie après 1997

Lors des dix premières années après 1997, l'influence idéologique du facteur Chine a marqué le pas, et le gouvernement a choisi d'intervenir de manière relativement limitée dans les élections – relativement aux étapes ultérieures. Avec le transfert de souveraineté, le domaine le plus affecté a été celui de la structure des institutions, changement accompagné par une croissance graduelle du réseau organisationnel pro-Pékin.

Influence idéologique et identitaire

L'influence idéologique du facteur Chine a marqué le pas au début de la période post-1997. À cette époque, Pékin n'intervenait plus activement dans la formulation des politiques internes, sociales et économiques de Hong Kong, ou en tout cas moins qu'on ne pouvait s'y attendre. Les plus grandes craintes d'avant 1997 ne se sont donc pas concrétisées. Les Hongkongais étaient alors surtout préoccupés par des questions économiques suite à la crise financière asiatique de 1997-1998. En raison d'une intégration sociale et commerciale croissante, de la dépendance économique de la cité à l'égard de la Chine et de la propagande gouvernementale présentant une mère patrie voulant le meilleur pour sa province, les Hongkongais ont fait preuve d'une plus grande confiance à l'égard du gouvernement chinois. En raison de cette situation de dépendance, même les démocrates ont souhaité éviter d'adopter une attitude trop hostile à l'égard de la Chine. Le temps passant, les événements de Tiananmen ont cessé d'être un enjeu de campagne pour les élections de 1998 et 2000.

L'évènement le plus significatif se rapportant à l'influence idéologique du facteur Chine dans cette période a concerné la promulgation de l'article 23.

Cet article de la loi fondamentale impose à Hong Kong d'édicter des lois pour interdire la trahison, la sécession, la sédition, la subversion, le vol de secrets d'État et les liaisons avec les organisations politiques étrangères. L'article a été inspiré par les événements de 1989 à Pékin, après lesquels le gouvernement chinois craignait que la cité ne soit utilisée par les pouvoirs étrangers pour induire des changements politiques en Chine. Aux yeux du camp pro-démocrate local, l'article 23 représentait une arme puissante avec laquelle le gouvernement pourrait étouffer toute contestation et restreindre la liberté. Pour une grande partie de l'opposition et de la société civile, la formule proposée par le gouvernement était trop vague, et pouvait donner lieu à des abus d'interprétation de la part des autorités pour affaiblir les libertés civiles. Grâce à une mobilisation sans précédent de la société civile, un rassemblement massif de 500 000 personnes le 1^{er} juillet 2003 a contraint le gouvernement à retirer la loi (Ma 2005).

La manifestation de 2003 contre l'article 23 a été un moment clé de la politique locale post rétrocession. Elle a ravivé le mouvement démocrate, et ses membres se sont empressés de demander l'élection du chef de l'exécutif de 2007 et du LegCo de 2008 au suffrage universel. La question du suffrage universel est devenue un enjeu clé de la campagne des élections du conseil de district de 2003 et des élections du LegCo de 2004. Les démocrates ont obtenu une victoire écrasante aux élections de 2003, de nombreux électeurs étant allés voter pour « punir » les candidats pro-Pékin qui avaient soutenu le vote de l'article 23.

Influence sur la structure des institutions

En tant que nouveau souverain, la Chine a la capacité de changer les règles électorales pour aider les forces pro-Pékin et marginaliser les démocrates. Le gouvernement chinois a considéré la réforme Patten comme inconstitutionnelle. Il a donc abrogé la législature élue en juillet 1997 et l'a remplacée par un conseil législatif provisoire placé sous son contrôle. Cette instance a modifié le système électoral pour l'élection du LegCo, remplaçant le suffrage uninominal majoritaire par un système proportionnel, permettant au camp pro-Pékin, minoritaire, de gagner plus facilement lors des élections suivantes. Elle a aussi fortement réduit le droit de suffrage aux 9 sièges des circonscriptions fonctionnelles en 1995 le faisant passer de 2,7 millions à quelques milliers d'électeurs, la plupart de ces circonscriptions passant d'un vote individuel à un vote corporatiste, ce qui a encore plus désavantagé les démocrates. Le comité des élections composé des 10 membres élus en 1998 a été recomposé. Plutôt que d'être élus par des conseillers de district comme en 1995, ses membres seront dorénavant élus par plusieurs centaines de membres choisis, pour l'essentiel, au sein des élites économiques ou des professions libérales. Ces nouvelles mesures ont contribué à rendre la victoire des démocrates encore plus difficile. Lors de l'élection de 1998, les démocrates ont gagné seulement 19 sièges sur 60, moins que les 29 obtenus en 1995, tout en ayant recueilli plus de suffrages populaires que lors de cette précédente élection.

Dans le contexte du transfert de souveraineté et de l'arrimage croissant de l'économie hongkongaise à la Chine, la situation des élites économiques et des membres des professions libérales est devenue de plus en plus dépendante de Pékin, ce qui a modifié la structure des rapports de force au sein des institutions. Le gouvernement chinois a fait un effort conséquent pour coopter des capitalistes dans des institutions centrales à l'instar des délégations de Hong Kong à l'Assemblée populaire nationale, ainsi que de la Conférence consultative politique du peuple chinois (Fong 2014). Les

membres des élites ont accepté de plein gré ces postes officiels leur permettant de construire des *guanxi* en Chine et ainsi d'étendre leurs perspectives commerciales sur le continent. Les membres les moins éminents de l'élite ont obtenu des sièges dans le congrès du peuple et au sein des conférences consultatives des principales provinces et villes. Cela a graduellement étendu l'influence du front uni de Hong Kong, et élargi sa capacité de captation des membres des élites.

Influence des ressources organisationnelles

Au niveau des organisations de masse, le réseau pro-Pékin est composé par les forces suivantes :

- des syndicats « gauchistes » coordonnés par la Fédération hongkongaise des syndicats (HKFTU⁽⁴⁾) ;
- des groupes ruraux dirigés par le Heung Yee Kuk ;
- des salariés des entreprises chinoises de Hong Kong ;
- des membres des « organisations de masse » incluant des groupes culturels et de loisirs, des groupes de femmes, des associations de villes natales, et d'autres groupes ;
- des associations de résidents, incluant des comités de propriétaires, des comités d'entraide, et des associations spécialisées. Ces organisations sont coordonnées au niveau régional par des organisations parapluies plus grandes.

Cet appareil de mobilisation a œuvré sur de multiples fronts. Les groupes pro-Pékin ont cultivé l'entraide entre leurs membres en distribuant des ressources, en fournissant des services, en organisant des activités sociales, et en créant des conditions de socialisation à même de mobiliser plus de personnes pour soutenir le gouvernement. Des cadres rémunérés ont pris en charge le travail organisationnel de manière intensive. Ces groupes ont aussi aidé à recruter et à former des aspirants hommes politiques en les mettant sur le devant de la scène et en facilitant la construction de leur réseau de relations. Ces aspirants ont eu plus de chances d'être engagés dans les organes consultatifs gouvernementaux leur permettant d'accumuler des expériences dans le service public. Au cours du temps, ces groupes ont formé des réseaux denses composés de personnes de toutes conditions sociales, et servi de vecteur de socialisation diffusant une idéologie pro-gouvernementale et pro-Chine. Lors des élections, ces réseaux ont constitué un soutien capital en ressources humaines pour faire campagne et « aller chercher le vote ».

Après le rassemblement de 2003 suivi de la défaite électorale du camp pro-Pékin lors des élections des conseillers de district, les dirigeants de Pékin ont craint que les démocrates, qu'ils percevaient comme des collaborateurs de l'Occident, saisissent leur chance d'arriver au pouvoir. La crise gouvernementale sous Tung Chee-hwa a renforcé leur conviction selon laquelle la relative autonomie dont bénéficiait le gouvernement de Hong Kong entre 1997 et 2003 pouvait entraîner une perte de contrôle. Face au risque d'une démocratisation accentuée, il devenait pressant pour les forces pro-Pékin d'obtenir de plus amples soutiens électoraux afin d'éviter l'élection d'une majorité de démocrates. Après 2003, Pékin a commencé à intervenir de façon plus directe dans les affaires de Hong Kong ainsi que dans les élections locales (Cheng 2009).

Cela s'est traduit par un accroissement massif des subsides en direction du réseau pro-Pékin, ce qui a creusé l'écart entre les ressources dont disposaient les forces pro-Pékin et celles des démocrates. Les partis et organisations pro-Pékin ont été bien mieux encadrées, ont bénéficié de plus de

ressources pour organiser des activités et dispenser des services, et ont pu distribuer des cadeaux comme du riz, des repas pour les démunis et les personnes âgées, etc. Leurs réseaux communautaires ont organisé de nombreuses activités de loisir, sociales et culturelles qui ont permis aux conseillers pro-Pékin et aux candidats d'améliorer leur réputation et leur renommée. Ils avaient aussi plus de chances d'obtenir des subventions du gouvernement pour leurs activités, pour partie en raison de leur contrôle de la majorité des sièges des conseillers de district après 2007, ce qui a encore creusé l'écart de ressources avec les partis pro-démocrates (Wong 2014).

Sous l'égide du bureau de liaison, le camp pro-Pékin a étendu son front uni en recrutant d'autres leaders locaux. Au Nok-kin a détaillé la manière dont ce camp a utilisé différentes méthodes pour neutraliser ou convaincre les leaders locaux qui étaient traditionnellement neutres, pro-Taiwan ou même pro-démocratie. Les réseaux communautaires, riches et forts, leur ont permis de contacter ces personnalités locales en co-organisant avec eux ou en subventionnant leurs activités, en établissant des relations, et en distribuant des ressources ou d'autres incitations pour les convaincre petit à petit. La cooptation gouvernementale et les perspectives d'amélioration de la situation économique ou de la carrière ont servi d'incitations significatives. Avec le temps, le réseau pro-Pékin s'est rapidement étendu au niveau local, affaiblissant le soutien communautaire des démocrates (Au 2015).

Le facteur Chine post Jeux Olympiques

Influence idéologique et identitaire

Des sondages sur l'identité hongkongaise ont révélé que l'identification à et la confiance envers la Chine ont connu un pic autour de 2008 (année des Jeux Olympiques de Pékin), ce après quoi elles ont commencé à décliner (cf. tableau 1). L'oppression croissante des dissidents et le resserrement du contrôle sur Hong Kong ont rapidement terni l'image du gouvernement chinois. Les Hongkongais ont commencé à redouter l'arrivée et l'intégration rapide des flux de capitaux et de personnes en provenance de Chine continentale, le nombre croissant de touristes contribuant à augmenter les prix et les loyers. Ce changement a entraîné l'émergence d'un sentiment anti-chinois après 2009 (Ma 2015). Nombreux sont les Hongkongais qui ont commencé à craindre que la dépendance et l'intégration croissantes conduiraient Hong Kong à perdre son identité et sa singularité, et que les politiques et l'allocation des ressources locales allaient servir les intérêts de la Chine plutôt que ceux de l'ancienne colonie. Ce sentiment s'est bientôt tourné non seulement contre le contrôle politique de Pékin mais aussi contre le flux de personnes et de capitaux en provenance du continent.

Après 2003, une nouvelle identité politique a fait son apparition à Hong Kong, en particulier au sein de la nouvelle génération. Le rassemblement de 2003 a constitué une expérience émancipatrice capitale pour les plus jeunes des participants, plus enclins à adopter des valeurs post-matérialistes, plus extravertis et désirant affirmer d'avantage leur propre identité (Lee et Chan 2008). En redécouvrant et en reconstruisant l'histoire politique de la cité à travers une série de mouvements de protection du patrimoine et de l'environnement, ces jeunes activistes ont montré qu'il était réducteur de présenter Hong Kong comme une simple « ville économique », en prouvant

4. Hong Kong Federation of Trade Unions en anglais (ndt.)

Tableau 1 – Identité déclarée des Hongkongais

Période d'enquête	N	Hongkongaise (%)	Hongkongaise de Chine (%)	Chinoise de Hongkong (%)	Chinoise (%)	Autre (%)	Ne sait pas / Difficile à dire (%)
Juil.-Déc. 2016	1001	34,6	29,1	17,7	16,3	1,4	1,0
Juil.-Déc. 2015	1011	40,2	27,4	13,0	18,1	0,9	0,4
Juil.-Déc. 2014	1016	42,3	24,3	15,0	17,8	0,6	0,0
Juil.-Déc. 2013	1015	34,8	27,6	15,0	21,8	0,8	0,1
Juil.-Déc. 2012	1019	27,2	33,1	16,1	21,3	0,6	1,7
Juil.-Déc. 2011	1016	37,7	25,3	17,8	16,6	0,6	2,1
Juil.-Déc. 2010	1013	35,5	27,6	13,8	21,1	0,4	1,5
Juil.-Déc. 2009	1007	37,6	23,9	13,1	24,2	0,2	1,0
Juil.-Déc. 2008	1016	21,8	29,6	13,0	34,4	0,5	0,7
Juil.-Déc. 2007	1011	23,5	31,5	16,0	27,2	0,7	1,1
Juil.-Déc. 2006	1011	22,4	24,3	20,1	31,8	0,6	0,7
Juil.-Déc. 2005	1017	24,8	26,5	16,9	30,7	0,0	1,1
Juil.-Déc. 2004	1007	25,9	23,1	16,2	31,6	0,4	2,8
Juil.-Déc. 2003	1059	24,9	23,4	15,6	32,5	0,3	3,3
Juil.-Déc. 2002	2043	30,0	21,7	14,7	31,1	0,5	2,1
Juil.-Déc. 2001	2077	29,0	24,2	14,0	28,7	0,4	3,8
Juil.-Déc. 2000	2127	36,3	23,0	14,2	21,3	0,7	4,7
Juil.-Déc. 1999	1660	33,5	22,6	17,0	23,6	0,4	2,9
Juil.-Déc. 1998	1587	36,6	23,5	16,7	19,9	0,4	2,9
Juil.-Déc. 1997	2080	35,9	23,6	19,9	18,0	0,3	2,5

Source : Programme d'enquête sur l'opinion publique, Université de Hong-Kong, <https://www.hkpopop.hku.hk/chinese/popexpress/ethnic/index.html>

qu'il s'agissait en réalité d'une ville riche en mouvements sociaux et en actions politiques (Ma 2011). Ils ont choisi l'action directe et la mobilisation locale pour réclamer leur part de pouvoir et la participation aux processus de décision, monopolisés par la classe dirigeante (Chen et Szeto 2015). Cette série de mouvements de protection du patrimoine a contribué à instiller un intérêt pour l'expression de soi et l'auto-détermination au sein de cette jeunesse agitée.

L'influence idéologique du facteur Chine a connu de rapides transformations dans les années 2008-2016. L'émergence d'un sentiment anti-Chine et d'une nouvelle identité politique locale ont facilité l'émergence de courants « localistes » prônant l'auto-détermination ou soutenant l'indépendance (Ma 2015 ; So 2015). Les principaux thèmes de la campagne pour les élections du LegCo de 2012 ont été le programme de l'éducation nationale, la résistance face au contrôle de Pékin, et le maintien du principe « un pays, deux systèmes ». Les résultats relativement bons des candidats radicaux et anti-Chine ont témoigné d'une tendance à la radicalisation du corps électoral.

Influence sur la structure des institutions

Après 2008, le bureau de liaison est intervenu de manière plus visible dans les élections à Hong Kong. La dépendance croissante de l'économie locale à l'égard des capitaux chinois et des échanges avec le continent a accru sa capacité de contrôle sur les élections professionnelles dans le secteur des affaires et des professions libérales, comme les élections dans les circonscriptions fonctionnelles et les élections du comité électoral en charge d'élire le chef de l'exécutif. Le bureau de liaison peut ainsi présélectionner plus ou moins directement les candidats qui se présenteront dans les secteurs évo-

qués. Lors des élections de 2012 et 2017 du chef de l'exécutif par exemple, il semblerait que Pékin soit intervenu directement pour s'assurer qu'un candidat à sa main soit effectivement choisi. Henry Tang, secrétaire en chef entre 2007 et 2012 et fils d'un homme d'affaires local, avait été initialement choisi pour 2012 mais après l'effondrement de sa popularité suite à une série de scandales, Pékin a décidé à la dernière minute de soutenir Leung Chun-ying. Le chef du département du front uni du PCC, Liu Yandong, serait allé à Shenzhen la veille des élections, intimant aux leaders du comité électoral de faire pression sur les autres membres du comité pour assurer l'élection de Leung⁵. Le jour suivant l'élection de Leung, celui-ci a rendu visite au bureau de liaison, visite interprétée comme un remerciement pour son soutien. Tout cela a suscité de vives inquiétudes au sein de la population, celle-ci craignant que l'élection de Leung n'implique un resserrement du contrôle sur Hong Kong de la part de Pékin.

Le bureau de liaison a également joué un rôle important dans la coordination stratégique des forces pro-Pékin au niveau populaire. Lors des élections des conseillers de district dans les circonscriptions à siège unique, il était indispensable d'éviter l'éparpillement des votes au sein d'un même camp pour remporter la victoire. Lorsque plus d'un candidat conservateur souhaitait se présenter, le bureau de liaison servait d'arbitre pour choisir le candidat. Lors des élections directes du LegCo, où plusieurs sièges sont élus au scrutin proportionnel, il était capital de faire intervenir un nombre optimal de listes puis distribuer les votes de manière coordonnée entre les différentes listes. Le bureau de liaison a servi de coordinateur général de la stratégie de campagne et de l'opération de répartition des votes (cf. la section suivante).

5. *Sing Tao Daily News*, 20 mars 2012, p. A02.

Les fréquentes mentions d'incidents de fraude électorale ou de manipulation constituent l'un des changements importants de cette période ayant affaibli la confiance populaire dans l'équité des élections et nourri le doute à l'égard de la capacité du gouvernement hongkongais à assurer leur intégrité. La commission des affaires électorales nommée par le gouvernement a été accusée de procéder à un découpage électoral visant à aider les candidats pro-Pékin à gagner les élections de district. Stan Wong a démontré que les candidats pro-démocrates ont plus souvent vu les limites de leurs circonscriptions redessinées, ce qui a eu pour conséquence de rendre leur réélection plus difficile (Wong 2015). Dans ces petites circonscriptions, le remaniement fréquent des frontières a empêché de nombreux démocrates, disposant de peu de ressources, de conserver leur siège.

Des opérations de *vote-packing* et d'autres manipulations ont été fréquemment rapportées. Le *vote-packing* consiste à enregistrer illégalement des électeurs dans des circonscriptions qui ne sont pas leur lieu de résidence réelle pour influencer les résultats des suffrages. Le jour du scrutin, ces électeurs peuvent être mobilisés pour voter pour un certain candidat. Lors des élections des conseillers de district, qui sont élus par une moyenne de seulement 9 000 électeurs par district, la présence de quelques douzaines de ces électeurs peut modifier sensiblement le résultat. Après l'élection des conseillers de district de 2011, des douzaines d'électeurs et un conseiller pro-Pékin ont été arrêtés, jugés et envoyés en prison. Lors des élections de 2015, un homme qui a revendiqué représenter le département du front uni du PCC a essayé de corrompre certains groupes de jeunes radicaux, leur offrant de l'argent pour qu'ils se présentent dans certaines circonscriptions afin de disperser les suffrages du camp pro-démocrate. Cet homme a par la suite été reconnu coupable et envoyé en prison⁽⁶⁾. Comme ailleurs dans le monde dans des cas de fraude électorale, il est très difficile de remonter à la source de toutes ces manipulations. Nombreux sont toutefois les Hongkongais qui croient que seul le bureau de liaison et le camp pro-Pékin ont les ressources nécessaires pour mener à bien ces opérations. De plus en plus de Hongkongais remettent en question l'intégrité des élections démocratiques.

Influence des ressources organisationnelles

L'investissement massif de ressources lors de cette période a permis à la mobilisation et aux efforts de coordination du camp pro-Pékin de devenir de plus en plus efficaces. Le fonctionnement optimal du réseau, particulièrement efficace au niveau local, a contribué aux excellents résultats obtenus aux élections de 2007 et de 2011. Comme les conseillers de district sont des organes consultatifs disposant de peu de pouvoir exécutif réel, la toute petite taille des circonscriptions profite à ceux qui engrangent des votes personnels, aux relations clientélistes locales et aux services forts des circonscriptions. En 2007, le camp pro-Pékin a obtenu environ 70 % des sièges élus. Plus de terrain encore a été conquis en 2011, le nombre de sièges restés entre les mains des démocrates s'est à nouveau trouvé réduit, passant à environ 100 élus sur les 412 sièges. La perte des sièges de conseillers de district a entraîné une importante baisse des revenus et des ressources pour les partis pro-démocrates déjà bien affaiblis. Dans cette situation, les partis pro-démocrates ont plus de peine à recruter et à former de jeunes talents et à établir des réseaux au niveau local. Les forces pro-Pékin ont peu à peu empiété sur le terrain des démocrates au niveau des districts et conquis leurs bases locales, les privant ainsi de leur soutien populaire. Stan Wong démontre la relation entre le nombre de candidats élus dans les districts et la part

des votes obtenue par le camp pro-Pékin aux élections du LegCo (Wong 2015).

Au niveau du LegCo, les ressources organisationnelles investies ont permis de gérer une distribution optimale des votes par le biais d'un calcul méticuleux et d'une mobilisation suivie. Grâce à la coordination active du bureau de liaison, les candidats du DAB, du FTU et d'autres conservateurs se sont présentés sous différentes bannières, permettant ainsi de recueillir les votes d'électeurs de différentes origines et orientations électorales. Le réseau pro-Pékin, coordonné au niveau régional, a édité un annuaire de ses soutiens, ce qui a aidé à estimer le nombre d'électeurs potentiels par district et à réellement « aller chercher les votes » (Au 2015). Diverses organisations pro-Pékin ont été désignées pour mobiliser les électeurs en faveur des différentes listes, pour rendre possible une certaine dispersion des votes et pour permettre au camp pro-Pékin d'obtenir un maximum de sièges. En 2012, cette stratégie a particulièrement bien fonctionné puisque le camp pro-Pékin a remporté 17 sièges sur les 35 en lice (48,6 %) avec près de 41 % des voix. Par contraste, sans coordination efficace, les démocrates ont présenté trop de listes dans la plupart des districts. Certaines listes ont attiré trop de votes, entraînant une dispersion des suffrages. Les démocrates ont donc obtenu environ 56 % des voix en 2012 mais seulement 18 des 35 sièges (51,4 %). Dans trois des cinq circonscriptions du LegCo, le camp pro-Pékin a même obtenu moins de votes que le camp démocrate mais a gagné plus de sièges, montrant ainsi l'efficacité de la stratégie de dispersion des suffrages.

Le facteur Chine lors de l'élection du LegCo de 2016

Le facteur Chine a joué un rôle qualitativement très différent lors des élections de 2016, les premières élections du LegCo après le mouvement des parapluies de 2014. Il s'agissait aussi de la première élection lors de laquelle l'indépendance de Hong Kong est devenue un enjeu ouvert.

Influence idéologique et identitaire : l'émergence du localisme

L'émergence du courant localiste a constitué le changement politique le plus remarquable lors des élections du LegCo de 2016. Le mouvement des parapluies de 2014 a donné naissance à une nouvelle identité politique à Hong Kong, en particulier au sein de la jeune génération. Le « ruban jaune » de soutien à l'occupation est devenu le symbole d'un mouvement pacifiste et épris de liberté revendiquant la démocratie et l'autonomie, et ayant le courage de combattre pour son propre destin face à Pékin et à la violence policière. Alors que l'occupation de 79 jours n'est pas parvenue à produire un changement politique, elle a provoqué une grande déception pour les soutiens des pro-démocrates et encore plus de détachement à l'égard de la Chine. Pour de nombreuses personnes, la fin du mouvement des parapluies a montré que Pékin n'avait que peu d'égards pour les désirs de démocratie de Hong Kong et n'accepterait qu'une élection d'un chef de l'exécutif à sa botte. De nombreux jeunes mécontents ont considéré que le principe « un pays, deux systèmes » n'était qu'une escroquerie occultant un contrôle politique accentué, une

6. « Wangtai zhuchi Zeng Yongjian quhui huixuan qiu simian: Guan: Yingxiang minzhu fazhan xu yancheng » (Le présentateur de web radio Cheng condamné à 4 ans de prison : Une sentence lourde du fait des dommages causés au développement démocratique selon le juge), *Ming Pao*, http://news.mingpao.com/pns/dailynews/web_tc/article/20161027/s00002/1477504698298.

autonomie moindre et une démocratie de pacotille. La véritable démocratie et l'autonomie sous la souveraineté chinoise semblaient devenir des horizons improbables. Cette situation a ravivé les revendications séparatistes et d'auto-détermination de Hong Kong.

Après 2014, de nombreuses tendances localistes ont rapidement émergé. Avant cela, le sentiment « antichinois » se manifestait de nombreuses et diverses manières, mais allait rarement jusqu'à réclamer l'indépendance de Hong Kong. Chen et Szeto distinguent deux types de localisme : le « localisme progressif » et le localisme « antichinois » (Chen et Szeto 2015). Le premier ne recherche pas nécessairement la souveraineté et l'indépendance mais appelle à « l'autodétermination démocratique » basée sur des mouvements émergents qui cherchent à arracher le pouvoir de décision des mains de la classe dirigeante pour le confier au peuple pour aboutir à une véritable démocratie. Il coïncide avec des efforts de certains activistes après le mouvement des parapluies pour « revenir aux communautés ». Après 2014, la tendance « antichinoise », percevant le gouvernement chinois et la présence des continentaux comme la racine de la plupart des problèmes de Hong Kong, a connu une croissance spectaculaire. Certains de ces localistes antichinois ont affirmé qu'une « nouvelle nation hongkongaise » ou un État souverain étaient nécessaires pour avoir une véritable autonomie et démocratie (Kaeding 2017 ; Che-po 2016 ; Kwong 2016).

Lors de l'élection de 2016, les antichinois regroupaient des groupes comme les Indigènes de Hong Kong, Youngspiration, une alliance électorale temporaire entre trois groupes radicaux, ainsi que quelques autres indépendants. Les localistes progressifs étaient représentés par trois candidats : Eddie Chu, Lau Siu-lai et Nathan Law. Les candidats pro-Pékin ont adopté une posture dénonçant vigoureusement les velléités d'indépendance de Hong Kong, et cet enjeu a fait systématiquement l'objet de controverses lors de tous les débats télévisés. La plupart des candidats localistes ont été plutôt prudents, évitant d'appeler formellement à l'indépendance pendant la campagne. Le parti Youngspiration a appelé à la construction d'une « nation hongkongaise » (香港民族). La plateforme de Nathan Law a proposé différents mécanismes d'autodétermination (des référendums) pour 2047 pour que les habitants de Hong Kong décident de leur avenir, l'indépendance étant une des options possibles.

L'enjeu dominant la campagne a été l'attitude à l'égard du principe « un pays, deux systèmes » et la possible réélection de Leung Chun-ying en 2017. Les inquiétudes au sujet de la portée de cette devise ont été rappelées avant l'élection par l'affaire des « éditeurs disparus ». En décembre 2015, cinq personnes liées au *Causeway Bay Books*, qui avaient publié et vendu des livres sur des rumeurs et des scandales politiques en Chine, ont disparu. De nombreuses personnes ont pensé qu'ils avaient été enlevés et emmenés en Chine. En juin 2016, Lam Wing-kee, l'un des cinq disparus, est apparu lors d'une conférence de presse et a relaté la manière dont il avait été détenu sans procès pendant plusieurs mois en Chine. Il a été relâché à la condition qu'il transmette à ses ravisseurs la liste complète des personnes ayant acheté ses livres. Le cas a été considéré comme une entorse sérieuse au principe « un pays, deux systèmes » : même la sécurité personnelle des citoyens hongkongais ne pouvait être protégée sur le territoire de Hong Kong. Cela a mis en lumière l'impuissance du gouvernement Leung à protéger les droits et la sécurité des citoyens. Les démocrates ont affirmé que le règne de Leung avait sérieusement diminué l'autonomie et les valeurs fondamentales de Hong Kong ; pour eux, élire plus de démocrates au LegCo signifierait envoyer un message politique clair à Pékin.

Influence sur la structure des institutions

Les Hongkongais se sont inquiétés de la profondeur et de la nature de l'intervention chinoise dans les élections de 2016, pouvant constituer une menace pour l'équité de la compétition électorale. En juillet 2016, la commission électorale a soudainement imposé une nouvelle règle : tous les candidats pour le LegCo ont été obligés de signer un formulaire, déclarant qu'ils « soutiendraient la loi fondamentale et qu'ils prêteraient allégeance à la région administrative spéciale de Hong Kong ». Cette réforme a été perçue comme une menace censée décourager les candidats qui soutenaient l'idée d'indépendance. La plupart des candidats de l'opposition ont refusé de signer la déclaration, la considérant légalement infondée, mais ils ont tout de même été autorisés à se présenter à l'élection. Six candidats ont été disqualifiés sur la base de précédentes déclarations pro-indépendance. Les critères de disqualification n'ont jamais été précisés, dans la mesure où certains des disqualifiés avaient signé la déclaration, tandis que d'autres candidats pro-indépendance ont été autorisés à se présenter.

Cette disqualification a été largement perçue comme une manœuvre de Pékin pour empêcher les candidats pro-indépendance de concourir et de gagner un siège. Cette procédure a rendu la question de l'indépendance encore plus vive pendant la campagne. Le 5 août, des groupes pro-indépendance ont organisé ce qu'ils ont nommé « le premier rassemblement pour l'indépendance de Hong Kong », attirant une foule d'au moins 3 000 personnes chantant « vive l'indépendance de Hong Kong »⁽⁷⁾. Pendant la campagne, les services postaux ont censuré certains tracts envoyés par courrier, empêchant ceux comportant les mots comme « auto-détermination » ou « indépendance » d'arriver à destination. Cela a de nouveau fait naître des critiques sur les manipulations du gouvernement enfrenant l'équité électorale et la liberté d'expression.

Dix jours avant le scrutin, le candidat libéral Ken Chow a annoncé lors d'un débat télévisé en direct qu'en raison de la « lourde pression » qu'il subissait, il se retirait de la campagne. Il a affirmé que poursuivre la campagne pourrait lui « causer des ennuis », évoquant ainsi des menaces de violence. Il a d'ailleurs quitté Hong Kong le lendemain du débat. Après l'élection, Chow est revenu et a révélé lors d'une conférence de presse que trois personnes de Pékin lui avaient donné rendez-vous dans un hôtel de Shenzhen, lui demandant d'arrêter de faire campagne, à défaut de quoi « quelque chose de malheureux » pourrait arriver à ses amis ou aux membres de sa famille⁽⁸⁾. James Tien, président honoraire du Parti libéral, a révélé lui aussi que le bureau de liaison l'avait contacté pour qu'il demande à Chow de se retirer afin de ne pas capter certaines voix de Julius Ho, un autre candidat pro-Pékin⁽⁹⁾. Finalement, Julius Ho a été élu grâce à une forte mobilisation des réseaux locaux pro-Pékin.

7. *Apple Daily*, 5 août 2016, <http://Hong Kong.apple.nextmedia.com/realtime/news/20160805/55459782> (consulté le 15 octobre 2016).

8. *HK01*, 7 septembre 2016, <http://www.HongKong01.com/%E7%AB%8B%E6%B3%95%E6%9C%83%E9%81%B8%E8%88%89/41788/-%E6%8C%81%E7%BA%8C%E6%9B%B4%E6%96%B0-%E5%91%A8%E6%B0%B8%E5%8B%A4%E7%88%86%E6%96%99-3%E5%80%8B%E5%8C%97%E4%BA%AC%E4%BE%86%E7%9A%84%E4%BA%8E%AD%A6%E5%91%8A%E6%88%91%E6%94%BE%E8%BB%9F%E7%AB%B6%E9%81%B8%E5%B7%A5%E7%A8%BB> (consulté le 15 octobre 2016).

9. *Hong Kong Economic Journal*, 14 septembre 2016, <http://www2.HongKongej.com/instantnews/current/article/1391164/%E7%94%B0%E5%8C%97%E4%BF%8A%3A%E4%B8%AD%E8%81%AF%E8%BE%A6%E6%9B%BE%E8%A6%81%E6%B1%82%E5%8B%B8%E9%80%80%E5%91%A8%E6%B0%B8%E5%8B%A4%E5%8F%83%E9%81%B8> (consulté le 15 octobre 2016).

Tableau 2 – Répartition des votes entre les deux camps, de 1991 à 2016

	1991	1995	1998	2000	2004	2008	2012	2016
Pro-démocratie	64,45 %	61,49 %	63,42 %	57,25 %	60,63 %	58,27 %	55,37 %	54,87 %
Pro-Pékin	30,52 %	35,11 %	32,31 %	35,42 %	37,29 %	39,83 %	42,84 %	43,37 %
Autres	5,04 %	3,41 %	4,27 %	7,33 %	2,09 %	1,90 %	1,79 %	1,76 %

Source : Compilation par l'auteur.

Tableau 3 – Le facteur Chine, différentes dimensions, différentes périodes

Période	Influence idéologique et identitaire	Influence sur la structure des institutions	Influence des ressources organisationnelles
Avant 1997	Attitude à l'égard du gouvernement chinois et du mouvement de Tianmen	Influence indirecte sur les règles du jeu politique à Hong-Kong	Étape initiale : apprendre à utiliser les ressources organisationnelles dans le jeu électoral
1997-2007	Facteur Chine modéré avant 2003 L'article 23 devient un enjeu majeur en 2003/04	Changement des règles électorales Extension du front uni et des réseaux clientélistes	Injection de ressources matérielles accrue après 2003
Période post-olympique, 2008-2016	Émergence d'un sentiment antichinois et du « localisme » après 2008	Intervention accrue du bureau de liaison	Utilisation efficace des ressources et du réseau pour entraîner la mobilisation et diviser les suffrages
Élection de 2016	Émergence du localisme et de l'auto-détermination, perte de confiance dans le principe « un pays, deux systèmes »	Plus d'intervention publique et moins de confiance populaire dans l'intégrité des élections Plus de fraudes électorales reportées et détectées	Utilisation efficace des ressources et du réseau pour entraîner la mobilisation

Source : Compilation par l'auteur.

Influence des ressources organisationnelles

Le bureau de liaison a continué à être le principal chef d'orchestre du camp pro-Pékin en 2016. Pour des observateurs aguerris des élections hongkongaises, le bureau de liaison a joué son « rôle habituel » dans l'élection 2016. Le résultat n'en a pas moins été remarquable. Le camp pro-Pékin a obtenu environ 41 % des suffrages populaires, à peu près autant qu'en 2012, affichant ainsi un soutien fermement établi dans le corps électoral. Le nombre total d'électeurs ayant soutenu le camp pro-Pékin est passé d'environ 740 000 à 870 000 entre 2012 et 2016, démontrant le progrès effectué dans la mobilisation des masses. La coordination des listes pro-Pékin et la stratégie de la division des suffrages a encore parfaitement fonctionné, puisque dans deux circonscriptions les candidats pro-Pékin ont à nouveau réussi leur fait d'armes précédent, obtenant moins de suffrages que le camp démocrate tout en gagnant plus de sièges. En contraste, le camp démocrate était fragmenté en bien plus de listes que leur part d'électeurs ne leur permettait. La mobilisation effective des votes a permis aux nouveaux candidats pro-Pékin comme Kwok Wai-keung du FTU, ou Eunice Yung du Nouveau parti du peuple, ainsi que le conservateur Julius Ho d'être élus.

Malgré le poids croissant des ressources organisationnelles du camp pro-Pékin, le facteur idéologique semble avoir le plus grand impact sur les résultats des élections du LegCo de 2016. Les localistes antichinois ont obtenu 10,9 % des votes ainsi que trois sièges. Les localistes progressistes ont été les plus grands vainqueurs, puisque leurs trois candidats ont tous été élus avec des scores confortables, pour une part totale des suffrages de 8 %. L'opposition pro-démocrate a conservé ses positions, emportant 19 des 35 sièges élus au suffrage direct, et bénéficiant de 55 % des suffrages expri-

més⁽¹⁰⁾. Avec un taux de participation record de 58 %, il semble que de nombreux électeurs hongkongais soient sortis voter pour ceux qui allaient continuer à combattre pour la démocratie et résister à l'empiètement graduel de la Chine. Toutefois, les importantes ressources et les réseaux du camp pro-Pékin doublés à la coordination de haut niveau du bureau de liaison ont généré une incroyable puissance électorale qui a gagné graduellement du terrain sur les démocrates (cf. tableau 2)

Conclusion

Depuis 25 ans que les élections partielles ont été introduites en 1991, le facteur Chine a exercé une influence majeure sur les élections à Hong Kong. Le tableau 3 résume l'évolution et les changements de l'influence du facteur Chine dans ses trois aspects sur les trois périodes évoquées. La Chine a visiblement renforcé son intervention dans les élections de Hong Kong 20 ans après la rétrocession par une utilisation croissante de ses ressources organisationnelles. Ce changement a conduit à l'émergence de courants prônant l'auto-détermination comme forme de résistance à l'intervention chinoise.

La plus grande menace à l'égard de l'autonomie de Hong Kong réside dans la possibilité que les Hongkongais s'habituent petit à petit à la forte intervention de la Chine dans les élections. À mesure que le bureau de liaison intervient de manière croissante et plus marquée lors des élections à Hong Kong, la part des électeurs pro-Pékin continue à augmenter, montrant qu'une partie considérable des électeurs ont soit accepté l'intervention comme un « fait accompli », ou ne se sentent pas concernés par l'empiètement de Pékin dans les affaires locales aussi longtemps qu'en découlent

10. Les votes en faveur des localistes et des groupes pro-indépendance sont inclus ici dans l'opposition pro-démocratie.

des bénéfiques matériels. La défense de l'autonomie de Hong Kong dépend en définitive des attitudes et des actions de ses habitants dans différents espaces de résistance : l'arène électorale, la société civile, les médias, etc. Le renforcement de l'intervention de la Chine et la déception à l'égard des promesses contenues dans le principe « un pays, deux systèmes » ont amené de plus en plus de Hongkongais à soutenir l'auto-détermination lors des élections de 2016. Tandis que le gouvernement chinois a déjà identifié l'indépendance de Hong Kong comme l'une des menaces politiques à écarter en priorité, l'émergence d'un sentiment d'auto-détermination signale que les relations entre la Chine et Hong Kong risquent d'entrer dans une

étape tout à fait précaire dans les années à venir.

■ Traduit par Matei Gheorghiu

■ Ma Ngok est professeur associé au département d'administration publique de la Chinese University of Hong Kong. Chinese University of Hong Kong, T.C. Cheng Building, United College, Shatin, New Territories, Hong Kong (mangok@cuhk.edu.hk).

Article reçu le 6 décembre 2016. Accepté le 10 mai 2017.

RÉFÉRENCES

AU, Nok-hin. 2015. *Xuanju weiquan xia de minzhu daotui- Xianggang huigui hou zhengquan gonggu ji jingying longluo gongcheng* (Rétrocession démocratique sous autoritarisme électoral – Consolidation du régime et cooptation des élites dans le Hong Kong post-rétrocession), Mémoire de master en philosophie, Département gouvernement et affaires publiques, Chinese University of Hong Kong.

BURNS, John. 1990. « The Structure of Party Control in Hong Kong ». *Asian Survey* 30 (8) : 748-765.

CASE, William. 2008. « Hybrid Politics and New Competitiveness: Hong Kong's 2007 Chief Executive Election ». *East Asia* 25 (4) : 365-388.

CHAN LAU, Kit-ching. 1999. *From Nothing to Nothing: The Chinese Communist Movement and Hong Kong*. New York: St. Martin's Press.

CHAN, Che-po. 2016. « Post-Umbrella Movement: Localism and Radicalness of the Hong Kong Student Movement ». *Contemporary Chinese Political Economy and Strategic Relations: An International Journal* 2 (2) : 885-908.

CHEN, Yun-chung, et Mirana SZETO. 2015. « The Forgotten Road of Progressive Localism: New Preservation Movement in Hong Kong ». *Inter-Asia Cultural Studies* 16 (3) : 436-453.

CHENG, Jie. 2009. « The Story of a New Policy ». *Hong Kong Journal* 15 (juillet). http://www.hkjjournal.org/archive/2009_fall/1.htm (consulté le 11 octobre 2016).

COLLIER, David, et Steven LEVITSKY. 1997. « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research ». *World Politics* 19 (3) : 430-451.

FONG, Brian. 2014. « The Partnership between the Chinese Government and Hong Kong's Capitalist Class: Implications for HKSAR Governance, 1997-2012 ». *The China Quarterly* 217 : 195-220.

FONG, Brian. 2016. « In Between Liberal Authoritarianism and Electoral Authoritarianism: Hong Kong's Democratization under Chinese Sovereignty, 1997-2016 ». *Democratization* 24 : 724-750.

GANDHI, Jennifer, et Ellen LUST-OKAR. 2009. « Elections under Authoritarianism ». *Annual Review of Political Science* 12 : 403-422.

GOODSTADT, Leo. 2000. « China and the Selection of Hong Kong's Post-colonial Political Elite ». *The China Quarterly* 163 : 721-741.

JIN, Raoru. 1988. *Zhonggong xianggang zhengce miwen shilu* (La politique hongkongaise du PCC : Découvertes). Hong Kong: Green Field Book Store.

KAEDING, Malte. 2017. « The Rise of Localism in Hong Kong ». *Journal of Democracy* 28 (1) : 157-171.

KONG, Kwan-sang. 2011. *Zhonggong zai Xianggang* (Le PCC à Hong Kong) Volumes 1 et 2. Hong Kong: Cosmos.

KUAN, Hsin-chi, et Siu-kai LAU. 2002. « Between Liberal Autocracy and Democracy: Democratic Legitimacy in Hong Kong ». *Democratization* 9 (4) : 58-76.

KUAN, Hsin-chi. 1991. « Power Dependence and Democratic Transition: The Case of Hong Kong ». *The China Quarterly* 128 : 774-793.

KWONG, Ying-ho. 2016. « L'essor du "localisme" à Hong Kong : Une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? » *Perspectives chinoises* 2016 (3) : 65-71.

LAU, Siu-kai, et Hsin-chi KUAN. 2000. « Partial Democratization, 'Foundation moment', and Political Parties in Hong Kong ». *The China Quarterly* 163 : 705-720.

LAU, Siu-kai. 1999. « From Elite Unity to Disunity: Political Elite in Post-1997 Hong Kong ». In Wang Gungwu and John Wong (éds.), *Hong Kong in China: The Challenge of Transition*. Singapore : Times Academic Press. 47-74.

LAU, Siu-kai. 2000. « Hongkongese or Chinese: The Problem of Identity on the eve of Resumption of Chinese Sovereignty over Hong Kong ». In Lau Siu-kai (éd.), *Social Development and Political Change in Hong Kong*. Hong Kong : Chinese University of Hong Kong Press. 255-284.

LEE, Francis, et Joseph CHAN. 2008. « Making Sense of Participation: The Political Culture of Pro-democracy Demonstrators in Hong Kong ». *The China Quarterly* 193 : 84-101.

LEUNG, Sai-wing. 1993. « The "China Factor" in the 1991 Legislative Council Election: The June 4th Incident and Anti-Communist China Syndrome ». In Lau Siu-kai et Louie Kin-shuen (éds.), *Hong Kong Tried Democracy: The 1991 Elections in Hong Kong*. Hong Kong : Hong Kong Institute of Asia-Pacific Studies, Chinese University of Hong Kong. 187-235.

LEUNG, Sai-wing. 1996. « The "China Factor" and Voters' Choice in the 1995 Legislative Council Election ». In Kuan Hsin-chi et al. (éds.), *The 1995 Legislative Council Elections in Hong Kong*. Hong Kong : Hong Kong Institute of Asia-Pacific Studies, Chinese University of Hong Kong. 201-244.

LEVITSKY, Steven, et Lucan WAY. 2002. « The Rise of Competitive Authoritarianism ». *Journal of Democracy* 13 (2) : 51-65

LUI, Tai-lok. 1997. « Xianggang yishi- Xianggang yishi de lishi fazhan » (L'identité hongkongaise : développements historiques). In Kao Cheng-shu et Chen Chieh-hsuan (éds.), *Xianggang: Wenming de yanxu yu duanlie* (Hong Kong : Continuité culturelle et rupture). Taipei : Linking Publishing. 1-16.

MA, Ngok, et Chi-keung CHOY. 1999. « The Evolution of Electoral System and Party Politics in Hong Kong ». *Issues and Studies* 35 (1) : 167-194.

MA, Ngok. 2002. « Changing Political Cleavages in Post-1997 Hong Kong: A Study of the Change through the Electoral Arena ». In Ming Chan et Alvin So (éds.), *Crisis and Transformation in China's Hong Kong*. Armonk and London : M.E. Sharpe. 111-138.

MA, Ngok. 2005. « Civil Society in Self-defense: the Struggle against National Security Legislation in Hong Kong ». *Journal of Contemporary China* 14 (44) : 465-482.

MA, Ngok. 2007. *Political Development in Hong Kong: State, Political Society, and Civil Society*. Hong Kong : Hong Kong University Press.

MA, Ngok. 2011. « Value Changes and Legitimacy Crisis in Post-industrial Hong Kong ». *Asian Survey* 51 (4) : 683-712.

MA, Ngok. 2015. « The Rise of 'Anti-China' Sentiments in Hong Kong and the 2012 Legislative Council Election ». *The China Review* 15 (1) : 39-66.

MATHEWS, Gordon. 1997. « Heunggongyahn: On the Past, Present and Future of Hong Kong Identity ». *Bulletin of Concerned Asian Scholars* 29 (3) : 3-13.

OTTAWAY, Marina. 2003. *Democracy Challenged: The Rise of Semi-Authoritarianism*. Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace.

- SCHEDLER, Andreas. 2002. « The Menu of Manipulation. » *Journal of Democracy* 13 (2) : 36-50.
- SCHEDLER, Andreas (éd.). 2006. *Electoral Authoritarianism: The Dynamics of Unfair Competition*. Michigan : Lynne Rienner.
- SO, Alvin, et Ming CHAN. 2002. « Conclusion: Crisis and Transformation in the Hong Kong SAR—Toward Soft Authoritarian Developmentalism? » In Ming Chan et Alvin So (éds.), *Crisis and Transformation in China's Hong Kong*. Armonk and New York : M.E. Sharpe. 363-384.
- SO, Alvin. 2015. « The Making of Hong Kong Nationalism ». In Jeff Kingston (éd.), *Asian Nationalism Reconsidered*. London et New York : Routledge. 135-146.
- WONG, Stan Hok-wui. 2012. « Authoritative Co-optation in the age of Globalization: Evidence from Hong Kong ». *Journal of Contemporary Asia* 42 (2) : 182-209.
- WONG, Stan Hok-wui. 2014. « Resource Disparity and Multi-level Elections in Competitive Authoritarianism: Regression Discontinuity Evidence from Hong Kong ». *Electoral Studies* 33 : 200-219.
- WONG, Stan Hok-wui. 2015. *Electoral Politics in Post-1997: Protest, Patronage, and the Media*. Singapore : Springer.
- WONG, Timothy Ka-ying. 2002. « Identity in the 2000 Legislative Elections ». In Kuan Hsin-chi, Lau Siu-kai, et Timothy Ka-ying Wong (éds.), *Out of the Shadow of 1997? The 2000 Legislative Council Election in the Hong Kong Special Administrative Region*. Hong Kong : Chinese University Press. 161-185.
- WONG, Wai-kwok. 1997. « Can Co-optation Win over the Hong Kong People? China's United Front Work in Hong Kong since 1984 ». *Issues and Studies* 33 (5) : 102-137.
- WU, Jieh-min. 2016. « The China Factor in Taiwan: Impact and Response ». In Gunter Schubert (éd.), *Handbook of Modern Taiwan Politics and Society*. New York : Routledge. 425-445.
- XU, Jiatun. 1993. *Xu jiatun xianggang huiyilu* (Les mémoires hongkongaises de Xu Jiatun). Taipei : Linking Books.
- YAN, Qian. 2000. « Beijing's Fifth Column and the Transfer of Power in Hong Kong: 1983-1997 ». In Robert Ash, Peter Ferdinand and Brian Hook (éds.), *Hong Kong in Transition: the Handover Years*. London : MacMillan. 113-132.